



Les droits LGBTQ, avec un point de mire sur les Caraïbes

« Puisque la loi criminalise toutes les personnes LGBTQ, elle envoie un message puissant selon lequel d'autres personnes – agent-es de la loi ou simples citoyen-nes – ont le droit d'exercer de la discrimination et de violer des droits humains de cette communauté. Nous devons travailler ensemble à abolir le fléau des lois haineuses dans nos pays. »

– DARYL PHILLIP, FONDATEUR ET DIRECTEUR DE MINORITY RIGHTS DOMINICA

À l'échelle mondiale, près de 1,5 milliard d'individus vivent dans des pays qui criminalisent l'intimité consensuelle entre personnes de même sexe. Dans ces États, des pénalités sévères – notamment la mort – poussent vers la clandestinité les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et queer (LGBTQ) et les éloignent de services efficaces en matière de prévention, de traitement, de soins et de soutien pour le VIH. Il en résulte des taux disproportionnés de VIH dans cette population. L'appui international est crucial pour combattre la criminalisation, la violence et la discrimination que rencontrent les personnes LGBTQ, à travers le monde, et pour protéger leurs droits humains.

Les Caraïbes sont un point d'intérêt particulier des militant-es et organismes internationaux pour les droits humains, car les personnes LGBTQ y sont la cible d'une criminalisation extrême et d'autres violations de droits sanctionnées par des États. Neuf États caraïbéens sont dotés de lois anti-sodomie parmi les dernières de tout l'hémisphère ouest (entre autres législations ciblant les personnes LGBTQ). À la Barbade, la sodomie (c.-à-d. le sexe anal) emporte une peine d'emprisonnement à perpétuité; en Dominique, une peine d'emprisonnement maximale de 12 ans et un confinement psychiatrique forcé; et en Jamaïque, une peine d'emprisonnement maximale de dix ans et l'inscription au registre des délinquants sexuels. Ces lois inspirent une stigmatisation homophobe généralisée.

Ces lois nuisent également aux programmes liés au VIH (proximité, dépistage, soutien, traitements et soins), ce qui contribue directement au fait que les Caraïbes ont le deuxième taux de prévalence du VIH le plus élevé au monde (après l'Afrique subsaharienne). Par exemple, lorsqu'un homme qui consulte son médecin ou qui demande un dépistage du VIH révèle qu'il a des relations sexuelles avec un partenaire de même sexe, il avoue carrément avoir commis un crime. De façon plus générale, les discussions franches sur le sexe sont difficiles, dans un contexte où l'intimité entre personnes de même sexe est un acte criminel et où les personnes LGBTQ sont exposées à la discrimination, au harcèlement, à la violence ou à des poursuites.

En plus d'alimenter l'épidémie du VIH, les lois anti-gais de la région contribuent à d'autres violations de droits humains des personnes LGBTQ, comme le déni de leur droit à la libre expression, l'indifférence ou les abus policiers, voire des meurtres. Des croyances culturelles et religieuses profondément enracinées et homophobes motivent ces actes haineux.

Des organismes canadiens collaborent étroitement avec des militant-es LGBTQ caraïbéen-nes et avec des partenaires internationaux à remettre en question ces lois, croyances et actes discriminatoires.

PRIORITÉS POUR L'ACTION

L'abrogation des lois homophobes est une première étape cruciale pour mettre fin à l'épidémie du VIH et à certaines violations des droits des personnes LGBTQ, mais des ressources sont désespérément nécessaires afin de financer des approches pluridimensionnelles adaptées aux réalités locales.

Pour protéger la santé et les droits humains des personnes LGBTQ dans le monde, nous devons :

- **Investir des fonds pour :**
 - appuyer des contestations judiciaires de lois qui criminalisent les rapports sexuels consensuels dans les Caraïbes, notamment à la Barbade, en Dominique et en Jamaïque;
 - faciliter des dialogues entre chefs religieux, juristes respecté-es, défenseur(-euse)s des droits humains et leaders communautaires, dans les pays où les personnes LGBTQ rencontrent de la criminalisation, de la discrimination et de la violence, afin qu'une diversité de voix se porte à la défense des droits humains des personnes LGBTQ;
 - renforcer la capacité du personnel des forces de l'ordre, des avocat-es, des institutions nationales des droits de la personne et des systèmes judiciaires de respecter et de défendre les droits humains, y compris ceux des personnes LGBTQ;
 - assurer la sécurité des défenseur(-euse)s des droits de la personne qui travaillent pour la communauté LGBTQ dans les Caraïbes.

- **Soulever l'enjeu des droits humains LGBTQ auprès des dirigeant-es des Caraïbes** dans les forums internationaux, avec l'aide de militant-es locaux, pour encourager les États caraïbéens à respecter leurs obligations internationales de droits de la personne. Exprimer un appui public à l'égard des gouvernements qui adoptent des mesures positives pour protéger les droits humains des personnes LGBTQ.
- **Intervenir lorsque des défenseur(-euse)s des droits de la personne sont détenu-es**, notamment en invitant des représentant-es diplomatiques à soulever des objections et en surveillant les procès des défenseur(-euse)s des droits de la personne et d'autres individus ciblés par des lois anti-LGBTQ. Dénoncer publiquement les cas où des personnes LGBTQ ou leurs allié-es sont accusé-es en vertu de lois discriminatoires qui les criminalisent ainsi que leur défense des droits de la personne.

FAITS ET CHIFFRES

- Plus de 65 pays criminalisent encore l'intimité entre personnes de même sexe.
- Certains des derniers pays de l'hémisphère ouest à maintenir des lois interdisant la « sodomie » se situent dans les Caraïbes : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Guyane, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.
- Dans les Caraïbes, les hommes gais, bisexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HRSB) et les femmes trans qui habitent dans des États dotés de lois anti-gais sont particulièrement vulnérables au VIH, car ces lois les tiennent à distance d'interventions efficaces en matière de VIH. En Jamaïque, le taux de prévalence du VIH parmi les HRSB est de 33 %; en Barbade, de 14 %; et en Dominique, de 26 %.

ÉTUDE DE CAS

Un contentieux pour la libération dans les Caraïbes

Des expériences brutales et mettant souvent la vie en danger sont une réalité quotidienne pour plusieurs personnes LGBTQ, dans les Caraïbes, en raison de lois discriminatoires criminalisant leur activité sexuelle et d'une rhétorique anti-LGBTQ chrétienne extrémiste.

Le Réseau juridique VIH a amorcé trois contestations judiciaires de lois homophobes en Jamaïque, à la Barbade et en Dominique. Les demandeur(-euse)s incluent un militant gai jamaïcain pour les droits LGBTQ, une femme transgenre de la Barbade et un homme gai de la Dominique, qui ont vécu de la discrimination, des menaces et des agressions physiques à caractère homophobe.

Ces actions, qui s'appuient sur un mouvement mondial pour l'abrogation des lois anti-LGBTQ, ont généré des conversations et un appui public sans précédent à l'égard des droits des personnes LGBTQ.

Comme ce fut le cas aux États-Unis, au Belize, à Trinidad-et-Tobago, en Inde et au Botswana, les actions en justice sont l'outil le plus efficace pour combattre ces lois lorsque les gouvernements se montrent trop lents à agir ou appréhensifs.

Le lancement de ces poursuites historiques a contribué à contrer la vague croissante de haine. Les droits humains des personnes LGBTQ sont de plus en plus reconnus, mais ces contestations judiciaires ne sont qu'une partie d'un mouvement élargi pour abolir les lois néfastes, la stigmatisation et la discrimination homophobes dans la région des Caraïbes. Ceci nécessitera une expertise locale, d'importantes ressources et un vaste appui des instances locales, régionales et internationales.

RESSOURCES CLÉS

- Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes, *State-Sponsored Homophobia 2019*, mars 2019. En ligne à https://ilga.org/downloads/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2019.pdf.
- Commission interaméricaine des droits de l'homme, *Violence Against Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex persons in the Americas*, 2015. En ligne à www.oas.org/en/iachr/multimedia/2015/lgbti-violence/lgbti-violence.html
- Commission mondiale sur le VIH et le droit, *Risques, droits et santé*, juillet 2012. En ligne à <https://hivlawcommission.org/wp-content/uploads/2017/06/FinalReport-RisksRightsHealth-FR.pdf>.
- Commission mondiale sur le VIH et le droit, *Risques, droits et santé – Supplément*, juillet 2018. En ligne à https://hivlawcommission.org/wp-content/uploads/2019/01/Hiv-and-the-Law-supplement_2018_FR_Final.pdf.
- Human Dignity Trust, *Criminalising Homosexuality and Public Health: Adverse Impacts on the Prevention and Treatment of HIV and AIDS*, novembre 2015. En ligne à www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/5.-Criminalisation-Public-Health-and-HIV.pdf.
- Human Rights Watch, *"I have to leave to be me": Discriminatory Laws against LGBT People in the Eastern Caribbean*, mars 2018. En ligne à <https://www.hrw.org/report/2018/03/21/i-have-leave-be-me/discriminatory-laws-against-lgbt-people-eastern-caribbean>.
- Human Rights Watch, *Not Safe at Home: Violence and Discrimination against LGBT People in Jamaica*, 21 octobre 2014. En ligne à www.hrw.org/report/2014/10/21/not-safe-home-violence-and-discrimination-against-lgbt-people-jamaica.
- K. A. Fenton et coll., « Common roots: a contextual review of HIV epidemics in black men who have sex with men across the African diaspora ». *The Lancet*, 28 juillet 2012, Vol. 380, n° 9839, pp. 411-423. En ligne à [www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(12\)60722-3/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(12)60722-3/fulltext).
- Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), *The Gap Report*, 2014. En ligne à www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_Gap_report_en.pdf.
- Réseau Dignité, en ligne à : <http://www.dignityinitiative.ca/fr/>.

1240, RUE BAY, BUREAU 600, TORONTO (ONTARIO) M5R 2A7
TÉLÉPHONE : +1 416 595-1666

WWW.HIVLEGALNETWORK.CA/DROITSLGBTQ

